

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** 66 (1986)  
**Heft:** 2

**Vorwort:** Éditorial : privatisation : qui achète quoi?  
**Autor:** Ulmann, Gérard

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 31.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

### *Privatisation : qui achète quoi ?*

*La France, dans un ambitieux programme de privatisation, va mettre sur le marché en cinq ans 65 sociétés des secteurs de la banque, de l'assurance ou de l'industrie, le tout pesant entre 200 et 250 milliards de francs français. A titre de comparaison, il a fallu six ans au gouvernement de Madame Thatcher pour vendre 60 milliards de francs d'actions sur une place financière six fois plus puissante que Paris.*

*Pour conserver aux transactions une certaine transparence et éviter le bradage des entreprises il faut faire jouer la concurrence. Hors celle-ci n'est possible que si l'offre et la demande sont équilibrées à un niveau suffisant. En réalité, une dizaine de consortiums vont se voir proposer une quinzaine de grandes sociétés à privatiser. Il y a fort à penser qu'ils ne vont pas se battre.*

*Naturellement la rue de Rivoli n'est pas sans armes, la vente au public, l'intéressement des salariés, l'investissement étranger sont autant de moyens de faire monter les enchères.*

*Toutefois, l'efficacité de ces mesures est sujette à caution, l'intéressement ne saurait être très important, le recours au grand public ne pourrait échapper aux aléas de l'image de marque.*

*Seul l'investissement étranger a la capacité d'amener sur le marché parisien ce qui risque de s'avérer trop rares : les capitaux.*

*Des groupes, américains et anglais principalement, se préparent, Morgan-Grenfell, Lazard Frères, Pallas, Bruxelles-Lambert, pour n'en citer que quelques-uns.*

*Hors, sur ce terrain, les ambitions libérales du nouveau gouvernement sont nettement plus restrictives ; pour l'instant on s'autorise à penser que les fonds étrangers devraient se limiter à 15 %, 20 % du capital offert.*

*Mais c'est bien mal connaître les investisseurs étrangers : investir sans contrôler n'est pas leur vertu première. Aujourd'hui 80 % des sociétés à participation étrangère sont contrôlées majoritairement par l'étranger.*

*La privatisation c'est aussi la liberté d'investir, l'internationalisation des économies occidentales. Le refuser, c'est condamner l'indispensable désengagement de l'état.*

Gérard ULMANN